

A l'appel de l'intersyndicale SNES-FSU, SNEP-FSU, SNALC, FO, CGT, SUD

Mardi 26 janvier, tous en grève dans les collèges et les lycées

Un tour d'horizon des salles des profs permet de constater, sauf à se munir d'ocillères, qu'une immense majorité des professeurs ne veut pas appliquer la réforme du collège proposée par N.Vallaud-Belkacem. Non par conservatisme, car les professeurs sont convaincus de la nécessité d'une réforme, mais parce que ce qui est proposé accentuera les difficultés dans les collèges, renforcera les inégalités, rendra plus difficiles les poursuites d'étude. Quant au lycée, il serait aujourd'hui question, non d'y remettre en cause la réforme Chatel, mais d'y accentuer le primat de ses dispositifs les plus délétères. Pour la rentrée 2016, les DGH permettront seulement d'accompagner la hausse démographique (+ 624 dans notre académie) : une fois de plus, les conditions d'encadrement et d'enseignement ne s'amélioreront pas. Les DGH des collèges, plus importantes que celles prévues par la réforme -à grand renfort d'HSA-, visent à l'évidence à calmer les esprits et à faire croire que la réforme pourrait se mettre en place sans dommage. Personne n'est dupe de la manœuvre.

Tous les professeurs du second degré, qu'ils exercent en collège ou en lycée, sont concernés par les nouvelles contraintes qui pèsent sur nos métiers et les transforment pour faire de nous des exécutants. Tous sont concernés par les lourdes modifications de l'évaluation des élèves introduites, d'abord au collège, au moyen du nouveau livret scolaire et du nouveau DNB, par la fin du redoublement. Tous sont concernés par la fragilisation des acquis liée aux baisses horaires disciplinaires dans le nouveau collège que la Ministre veut mettre en place. Tous sont concernés par la bureaucratisation de la vie pédagogique et la multiplication des conseils, par la concurrence accrue entre les disciplines, les projets, les établissements. Tous sont concernés par le probable retour de l'évaluation des professeurs par les personnels de direction que le ministère espère pouvoir imposer en 2016. Enfin, dans ce contexte de charge de travail accrue, tous sont concernés par la question des salaires et du gel du point d'indice, par le déclasserement salarial de nos professions et la nécessité urgente d'y mettre fin.

Faisons entendre raison au Gouvernement, agissons pour que le quinquennat Hollande ne reste pas celui d'une occasion manquée pour le système éducatif comme pour ses enseignants. Le 26 janvier disons-le fortement en renouant avec la grève majoritaire.

Au collège

- ➔ **Non**, nous ne voulons pas d'une bureaucratisation de la vie pédagogique dans les collèges
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas préserver nos enseignements au détriment du voisin
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas de l'interdisciplinarité proposée au détriment des enseignements
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas d'un accompagnement personnalisé classe entière
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas d'une réforme sur les quatre niveaux appliquée la même année
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas d'une évaluation des élèves chronophage et vide de sens
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas que les élèves du public soient privés de sections bilangues, de sections européennes, de langues anciennes ! Non, nous n'allons pas les laisser partir vers le privé
- ➔ **Non**, 26 heures hebdomadaires ce n'est pas assez pour les élèves, qui seraient livrés, en particulier les plus défavorisés, trop longtemps à eux-mêmes
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas d'une modulation locale des horaires disciplinaires
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas des compléments de service et des suppressions de postes qui découleront de la réforme
- ➔ **Oui**, nous voulons une autre réforme du collège

Au lycée

- ➔ **Non**, nous ne voulons pas d'une extension de l'évaluation en cours de formation et nous voulons des épreuves de baccalauréat terminales et nationales dans toutes les disciplines
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas d'une « fluidité » des parcours qui trompe les élèves sans les aider à surmonter leurs difficultés
- ➔ **Non**, nous ne voulons pas d'une autonomie plus grande des établissements et nous voulons des horaires nationaux
- ➔ **Non**, nous ne voulons plus d'un accompagnement qui n'a de personnalisé que le nom
- ➔ **Oui**, nous voulons une réforme du lycée à l'opposé des fondements de la réforme Chatel



Salaires, carrières, emplois dans la Fonction Publique

Mardi 26 janvier, en grève à l'appel de FSU, CGT, FO, Solidaires

Le dégel c'est maintenant !

L'échec des politiques économiques mises en place depuis la crise de 2008 est patent. Le chômage ne cesse d'augmenter pour toucher 10,8% de la population active, le pouvoir d'achat ne progresse pas et les inégalités sociales se creusent. Les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 atteignent en revanche des montants records portés par les envolées boursières.

Les fonctionnaires sont particulièrement pénalisés du fait du gel du point d'indice qui se poursuit depuis 2010. En 2013, le salaire net moyen des professeurs a baissé de 1,1% en euros constants par rapport à 2012 : plus d'un professeur sur deux a vu sa rémunération augmenter moins vite que l'inflation. Le pouvoir d'achat des enseignants est réduit de l'équivalent de deux mois de salaire par an, comparé à celui détenu par les enseignants en 2000.

Le Gouvernement et le Président de la République peuvent-ils rester sourds à l'avertissement exprimé par les abstentionnistes et les votes en faveur de l'extrême droite ? Peuvent-ils poursuivre, comme si de rien n'était, la mise en œuvre d'une politique économique et sociale à la faveur des actionnaires et des décideurs des grandes entreprises, sans aucune contrepartie, et au détriment de l'investissement dans les Services Publics ?

Les fonctionnaires, les enseignants, sont aujourd'hui parfaitement fondés à revendiquer le dégel immédiat du point d'indice et l'amélioration des carrières. Les discussions à venir, particulièrement dans le cadre du protocole PPCR, déboucheront sur de réelles avancées à la condition d'un rapport de force favorable au changement ! Le 26 janvier il s'agit de porter cette exigence de changement.

- ➔ **Oui**, nous voulons un dégel immédiat du point d'indice
- ➔ **Oui**, nous voulons une amélioration de nos carrières
- ➔ **Oui**, nous voulons des créations d'emplois dans la Fonction Publique à la hauteur des besoins
- ➔ **Oui**, nous affirmons que les Services Publics de proximité sont garants de la cohésion sociale

Rassemblements et manifestations dans les départements

A l'appel de la FSU et de l'intersyndicale second degré RDV Education

Tulle 9h30 devant la Cité Administrative

Guéret 10h devant l'Inspection Académique

Limoges 10h devant le Rectorat

Les cortèges Education rejoindront ensuite les cortèges Fonction Publique



Tulle 10h Cité Administrative

Guéret 11h Préfecture

Limoges 11h Place de la République